



Tribune (Avant la parole de Macron)

Cher(e)s Camarades,

Il faut préparer les esprits à l'après crise. La privation de libertés est très difficile, pourtant ce n'est pas pour tout de suite, il va de soi que la vie et la santé doivent primer avant tout. Pour autant si nous le faisons pas d'autres (les affamés de dividendes) se chargent déjà de réfléchir à la suite et les belles promesses du « rien ne sera plus comme avant » ne se tiendront que si nous, la CGT, sommes en capacité de mettre en face un rapport de force suffisant.

Un exemple de belle promesse :

"Si elle empêche un pacte républicain de se conclure après la crise sanitaire, la réforme des retraites devra être mise de côté", estime Gilles Le Gendre, le président du groupe La République en marche à l'Assemblée.

Cette réforme se fondait sur un système par point dépendant du PIB (Produit Intérieur Brut). Or, cette crise pourrait faire chuter le PIB de 6%. Il faut en déduire que le système de retraites par point est extrêmement fragile, comme l'avait hurlé la CGT au moment des débats. De combien aurait baissé le montant des pensions de retraites ? Il ne faut pas la mettre de côté, il faut l'oublier, l'enterrer avec tous les rêves libéraux de l'ancien monde de politique de l'offre qui n'ont fait que multiplier les dividendes et creuser les inégalités. L'avenir, le nouveau monde, c'est remettre de la solidarité partout à travers le partage des richesses.

Les belles promesses il y en aura d'autres, notamment "Un plan massif d'investissement et de revalorisation de carrière pour l'hôpital" promis par Macron, à suivre de près car pour le moment il n'y a rien que des mots. Le pays doit être souverain sur la santé, il ne faut pas dépendre de la Chine pour ses masques ou le matériel, les médicaments. Le chantier est colossal. C'est tout le système qui est à revoir.

Le même Gilles le Gendre annonce que la sortie de crise portera sur un pacte républicain basée sur trois piliers : « le redémarrage de l'économie, de nouvelles solidarités et protections, et la transition écologique ». C'est beau. On y croirait presque si l'on n'entendait pas, par ailleurs, une toute autre musique.

Après la crise il ne faudra pas laisser la main aux libéraux qui exigeront des sacrifices pour sauver le CAC 40, sacrifices humains comme Trump qui veut privilégier l'économie à la vie des travailleurs : « Aucune société ne peut protéger la santé publique pendant longtemps au détriment de sa santé économique » relayait un torchon qui se veut un journal. On voit ici la pente glissante sur laquelle on s'engage avec de tels raisonnements, glaçants d'indifférence. Autre exemple « Les plus âgés représentent une grande part des hospitalisations liées au coronavirus ». Des économistes qui font de la productivité une valeur sacro-sainte pourraient soutenir que ces aînés rapportent peu à nos sociétés. Certains économistes Français relaient déjà le discours de Trump qui est prêt à sacrifier les salariés et leurs proches qu'ils pourraient contaminer pour sauver l'économie.

Le discours du MEDEF est, pour l'instant moins nauséux, pour autant il est tout aussi inquiétant :

« Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire », a dit le président du Medef qui s'est d'ores et déjà félicité de l'action des pouvoirs publics. Main dans la main avec le gouvernement puisque Agnès Pannier-Runacher, que je ne vous conseille pas pour amie, a prévenu qu'il faudra probablement travailler plus. Les 5 jours que l'entreprise a ou va voler à chacun d'entre nous n'est qu'un amuse gueule, il reste l'entrée, le plat et le dessert à venir.

Il ne faudra pas non plus laisser la main à l'extrême droite qui trouvera des coupables tout désignés et s'en prendra à l'immigration ou à l'étranger porteur de virus sans proposer aucune solution viable, il ne faudra pas la laisser, non plus, aux climatologues collapsologues partisans d'un retour aux années 1900 ni à quelques autres mouvements désorganisés qui réclament tout et son contraire.

Non, nous devons prendre la main et imposer les idées progressistes de la CGT. Il faudra exiger une revalorisation notable des métiers, notamment de ceux qui, il n'y a pas longtemps encore, "n'étaient rien" et qui ont pourtant prouvé depuis le début de la crise qu'ils étaient indispensables. Caissier.e.s, pompiers, aides soignant.e.s, infirmier.e.s, éboueurs, livreurs, agents d'entretiens et les soit disant privilégiés, à Statut, qui sont redevenus inévitables eux aussi.

Philippe Martinez demande à Emmanuel Macron d'augmenter le Smic en urgence et d'interdire les licenciements. Augmenter le smic entraîne une hausse de tous les salaires puisqu'on sait qu'une hausse du SMIC entraîne 15% des salaires avec elle indirectement. Seuls moyens simples et efficaces pour relancer l'activité sans casse sociale. Il sera aussi nécessaire de rétablir l'ISF et aller prendre l'argent où il est. Les salariés ont payé cette crise, parfois de leur vie, au moins en prenant des risques pour ceux qui travaillent et pour ceux qui ne travaillent pas un salaire réduit ou absent, pas de double ou triple peine

Le Service central du renseignement territorial (SCRT) effectue depuis quelque temps un «suivi de l'impact du Covid-19 en France». Ses agents alertent aujourd'hui sur «un risque d'embrasement de la contestation sociale à la sortie du confinement». Lucides...

Il faudra aussi exiger des réponses sur le manque de masques, sur blouse, médicaments aux soins intensifs et les mensonges d'Etat qui ont accompagnés la pénurie, le manque de moyens et l'impréparation, le manque de tests dus aux délocalisations boursières pour toujours plus de dividendes. LUXFER en est notre plus proche exemple.

Tous ceux qui ont des parents ou des proches dans les EPAHD vont aussi exiger des réponses.

Les promesses ne suffiront pas, il faut revoir l'ensemble, relocaliser, réindustrialiser, et remettre à la hauteur l'ensemble services publics.

Le contexte peut s'y prêter, nous aider, pour autant nous devons être, encore une fois, à l'offensive, à la tête du mouvement social. Les camarades, comme d'habitude : non seulement, ON NE LÂCHE RIEN, mais l'heure est à nouveau à la (re)conquête de nouveaux droits ! Nous saurons lui faire savoir, l'heure venue (Mi ou fin mai), nos exigences fortes.

Je signe et fais signer la pétition :

#PlusJamaisCa, signons#PourLeJourDapres

<https://www.policat.org/p/8921>

Macron va parler, remercier, féliciter ceux qui continuent à travailler en préparant le terrain sur le thème " Il va falloir faire des efforts" pour le coup de poignard dans le dos en fin de crise, il va aussi tenter de justifier l'injustifiable concernant les pénuries, ne sera pas convaincant. Ni quand il invitera les entreprises à reprendre le travail tout en montrant du doigt les criminels qui vont juste chercher une baguette où sortent le dimanche. Les camarades, soyons prêts à frapper fort le moment venu.